

CHRISTIAN TROUBÉ

L'HUMANITAIRE EN TURBULENCES

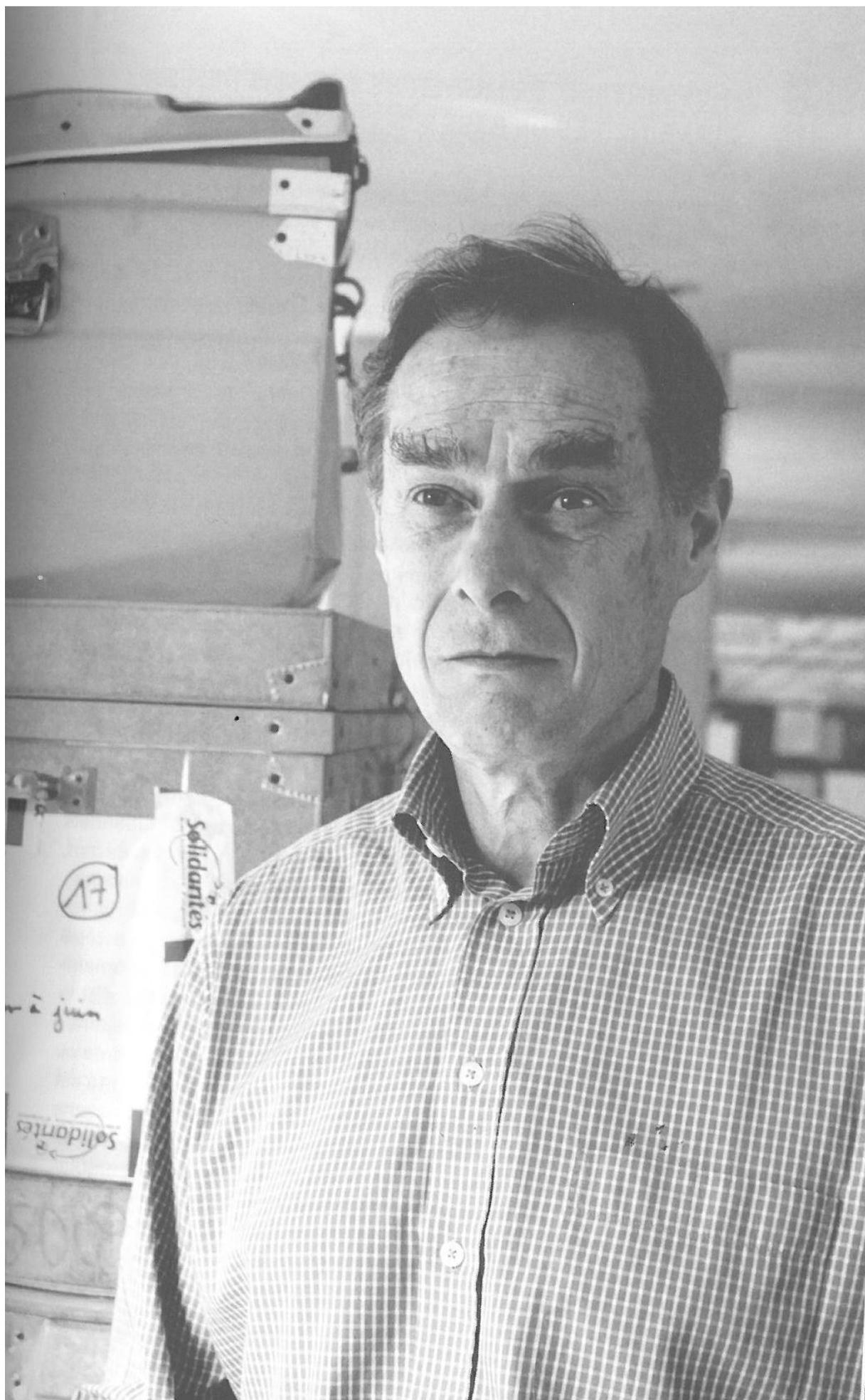
autrement

les ONG face aux défis de la solidarité internationale

JE RÉPÈTE TOUJOURS
AUX VOLONTAIRES
QUI PARTENT SUR LE TERRAIN
QU'IL FAUT D'ABORD
RESPECTER
LA DIGNITÉ
DES GENS.

Alain Boinet

Fondateur et directeur général
de Solidarités



L'HUMANITAIRE DE MÉTIER NE DOIT PAS RENIER SES PRINCIPES DE BASE

Au début, il y eut l'« aventure utile », une bande de routards généreux sur les pistes d'Afghanistan. Vingt-cinq ans après, une ONG professionnelle qui a pignon sur rue dans une dizaine de pays et qui émarge aux budgets de l'Union européenne et des Nations unies. Mais le fondateur de Solidarités n'en démord pas. Certes, il faut des moyens, du métier. Mais il ne faut pas oublier l'essentiel : derrière le « bénéficiaire », il y a un homme.

« Au début, on ne voulait pas créer une ONG, on voulait juste aider les Afghans », se souvient-il. Après des études de philo, un passage dans la pub, des voyages, Alain Boinet hésitait au début des années 1980 entre le journalisme et l'humanitaire. Il devait partir en Ouganda pour Action contre la faim, qui venait de se créer, mais une rencontre fortuite avec Patrice Franceschi l'aiguille vers l'Afghanistan en guerre. L'association Solidarités naît ainsi en 1980 quelque part sur les pistes montagneuses entre Peshawar (au Pakistan) et Kaboul, alors que les moudjahidin harcèlent les Soviétiques.

Aujourd'hui, Solidarités intervient dans 11 pays, compte 25 salariés à Paris, 140 volontaires sur le terrain, 1 500 nationaux salariés et gère un budget de 25 millions d'euros (19 provenant de fonds institutionnels et 3 de dons de particuliers). Les trois missions initiales, en Afghanistan, au Liban et en Roumanie, ont donné naissance à une ONG professionnalisée qui s'est spécialisée, au fil des années, dans l'aide d'urgence aux populations, dans la reconstruction et dans le *wat-san*¹ – l'accès à l'eau potable et l'assainissement, selon le jargon prisé par les humanitaires et les agents des Nations unies. L'eau polluée reste en effet la première cause de mortalité dans le monde : 8 millions de personnes décèdent chaque année de choléra, typhoïde, hépatite, paludisme ou diarrhée. L'accès à l'eau potable, de même que l'assainissement, est donc une priorité dans l'urgence des catastrophes naturelles comme dans les programmes de développement. Les hydrauliciens de Solidarités ont ainsi installé des réservoirs souples lors du tremblement de terre du Pakistan de 2005, supervisé des forages ou la construction de stations de potabilisation en Afghanistan, au Darfour,

1. Abréviation de l'expression anglaise « water-sanitation ».

au Congo ou dans les zones touchées par le raz-de-marée asiatique de décembre 2004. Une technicisation commune à toutes les ONG, qui, pour le fondateur de l'association, n'exclut pas le rappel des principes de base. « Pour moi, explique Alain Boinet, l'action humanitaire, c'est d'abord et avant tout des secours, des besoins basiques, des attentes très concrètes exprimés par des populations en détresse et qu'il faut satisfaire. En vingt-cinq ans, toutes les ONG se sont professionnalisées, et Solidarités aussi, bien sûr, mais doit-on parler d'un "humanitaire de métier" comme on parlait autrefois d'une armée de métier ? Il faut, évidemment, développer des pratiques professionnelles, mais avant cela, il faut avoir à l'esprit les fondamentaux de l'humanitaire. Porter assistance aux autres, c'est une question de dignité, pas de métier. Aussi faut-il être vigilant : l'efficacité ne doit pas se pratiquer au détriment de l'engagement humanitaire. Dans le milieu humanitaire, aujourd'hui, on part souvent du présupposé que cet engagement vis-à-vis des victimes est acquis, naturel. Ce n'est pas vrai, car il est souvent mis en cause par des réflexes d'entreprise. Quand nous avons commencé en Afghanistan, nous ne nous posions pas la question des moyens. Comme toutes les ONG qui se sont fondées alors. Les fonds de l'Union européenne n'existaient pas. Echo, l'office d'aide humanitaire de la Commission, a été créé au moment de la guerre des Balkans, en 1992, précisément parce que nous, les humanitaires, avons tous su plaider la cause des populations en danger. »

« Mais aujourd'hui, pointe Alain Boinet, j'entrevois une dérive possible : considérer que c'est à Echo, le bailleur de fonds, de nous dire ce qu'il faut faire. Cela serait inverser diamétralement la proposition humanitaire ! Nous, les ONG, nous n'avons pas à devenir des sous-traitants ! Les ONG construisent leur légitimité parce qu'elles sont au contact des populations. C'est de là qu'elles tirent leur expérience et leur crédit. Quand Médecins sans frontières prend la tête d'une campagne sur l'accès des plus pauvres aux médicaments essentiels, ou Handicap international celle d'un mouvement international contre les mines anti-personnel, on sait que c'est avec une vraie légitimité, parce que leurs volontaires sont depuis des années sur le terrain. Notre légitimité, c'est aussi de prendre des risques. Nous avons eu, par exemple, le cas récemment en République démocratique du Congo, où les Nations unies voulaient à tout prix nous assigner une zone alors que nous voulions être dans une autre région, plus dangereuse certes, mais où les gens avaient vraiment besoin de nous. C'est le cœur de notre métier : l'accès aux populations ne se réduit pas à un problème logistique ou administratif mais à un impératif moral. On ne débarque pas dans un pays en disant : "On a de l'argent, où va-t-on le dépenser ?" On se met d'abord à l'écoute des populations. »

«Au début, ce qui nous motivait, c'était le concept d'"aventure utile", on ne parlait pas encore d'humanitaire, précise Alain Boinet. Je garde le souvenir de contacts extraordinaires avec la population afghane, confrontée à la guerre et à la pauvreté. Nous étions surpris et émus par la qualité de leur accueil, leurs valeurs. Leur venir en aide ne nous apparaissait pas comme un job, l'amorce d'une carrière, mais comme un engagement. Aujourd'hui, alors que l'humanitaire est devenu un métier et s'apprend dans des troisièmes cycles à l'université, il faut garder en tête ces souvenirs des origines. Je répète toujours aux volontaires qui partent sur le terrain qu'il faut d'abord respecter la dignité des gens. Ils sont dans une situation précaire, victimes d'un cataclysme ou d'une guerre, ils n'ont souvent aucune idée de leur avenir. Le seul bien qui leur reste, c'est leur dignité. Il ne faut surtout pas les considérer comme une masse anonyme de "bénéficiaires". Il faut parler avec eux, leur montrer de la considération. Il faut ensuite respecter leurs traditions. Ils ont une histoire, des habitudes, une religion, des modes de vie qu'il faut prendre en compte également. C'est cette diversité qui fait la richesse de l'humanité. Et les humanitaires ne sont pas là pour imposer quoi que ce soit, juste pour aider.»

Être en empathie peut-il aller jusqu'à épouser une cause ? «C'est une question que je me suis posée en Afghanistan, répond franchement Alain Boinet. À un moment, je me suis demandé s'il ne fallait pas, plutôt que d'apporter de l'aide, prendre les armes aux côtés des Afghans. Nous arrivions avec nos sacs de médicaments, de nourriture, nos couvertures, et les Afghans nous disaient : "Ce n'est pas à bouffer qu'on veut, ce sont des armes dont nous avons besoin !" Alors j'ai pensé : "Est-ce que ma place n'est pas à leurs côtés comme combattant ?" Et puis j'ai tracé à nouveau la frontière : eux, c'était leur liberté qui était en cause. Et moi, mes enjeux, c'étaient le témoignage et l'aide humanitaire. Mais il est vrai que parfois le doute peut s'insinuer. Quand on est humanitaire au Rwanda en plein génocide, que fait-on ? On continue de soigner imperturbablement les coups de machette sans se poser de questions ou l'on s'interpose ? Il y a des situations où l'humanitaire ne peut pas être la seule solution.»

Soigner et témoigner, les deux piliers de l'humanitaire moderne. Là aussi, ces notions ont évolué. «À l'époque de l'Afghanistan, rappelle Alain Boinet, il y avait peu de journalistes sur le terrain. Nous, les rares humanitaires présents sur place, nous témoignions sur un abandon et c'était aussi une façon de collecter des fonds. Aujourd'hui, cette notion est devenue plus complexe. Le témoignage se rapproche de ce que les Anglo-Saxons appellent l'*advocacy*, le plaidoyer en faveur d'une cause. Il cible un pays ou une problématique et il se fait dans une double

direction : le public et les gouvernements. Il est devenu un outil de diplomatie parallèle. »

Avec un quart de siècle de maturité, les ONG françaises se seraient-elles « institutionnalisées » ? « N'oublions pas que c'est en France qu'est né le mouvement sans frontières, rappelle Alain Boinet. Derrière cette notion, il y avait une intuition géniale : on n'ira demander d'autorisation à personne avant d'aller quelque part secourir une population. Ce concept reste aujourd'hui dynamique, d'autant plus qu'il s'est internationalisé. Médecins sans frontières compte par exemple des sections dans dix-neuf pays. Et même les Anglo-Saxons ont été contraints de modifier leur attitude face à ce développement. Les « sans-frontières » ont su faire bouger les relations internationales et le droit humanitaire. »

« Ce vaste mouvement va encore se mondialiser, pronostique Alain Boinet. Mais plusieurs problèmes se posent : celui de la multiplication des ONG et de la concurrence qui en découle. Il y en a trop à certains endroits et pas assez ailleurs : trop sur le tsunami, pas assez au Darfour, par exemple. Ce qui soulève la question de la coordination, entre ONG, mais aussi entre ONG et gouvernements et entre ONG et agences des Nations unies. Ce double mouvement, à la fois d'internationalisation et de professionnalisation, pose aussi un défi de fond aux ONG françaises : celui de la taille critique. Même les plus importantes associations de notre pays restent de petite taille par rapport à leurs consœurs anglo-saxonnes. Cette situation pourra-t-elle durer ? » s'interroge Alain Boinet. À l'instar de la chimie ou de la sidérurgie, la décennie à venir sera sans doute celle des fusions-acquisitions dans le monde de l'entreprise humanitaire.

Solidarités

Villa Souchet

105, avenue Gambetta

75020 Paris

Tél. : 01 43 15 13 13

Fax : 01 43 15 08 09

www.solidarites.org